

Emmanuel Macron l'avoue devant le Congrès : il pactise avec l'ennemi islamique

Alors qu'Emmanuel Macron a réuni le 09/07/2018 le Parlement en congrès à Versailles, pour la deuxième fois depuis son élection, et au point que plusieurs députés lassés de ses monologues ont décidé de ne pas s'y rendre, il a cru bon de déclarer très officiellement que « la République n'a aucune raison d'être en difficulté avec l'islam ».

EN DIRECT - Emmanuel Macron : la République «n'a aucune raison d'être en difficulté avec l'islam»

Par 3 Auteurs | Mis à jour le 09/07/2018 à 16:34 / Publié le 09/07/2018 à 13:50



Emmanuel Macron avoue devant le Congrès sa connivence avec l'ennemi

Au delà du fait qu'il existe bel et bien des républiques

islamiques à travers le monde, qui n'ont rien en commun avec les démocraties occidentales, il convient de se rappeler que c'est bien de la République française dont parle le chef de l'Etat, et donc de la France !

En somme, non content de nier le problème évident que représente aujourd'hui l'émergence d'un islam politique sur notre territoire, de l'islamisme et des attentats perpétrés en son nom – l'un se nourrissant d'ailleurs de l'autre – le chef de l'Etat ose dire devant les représentants du peuple qu'il n'y aurait aucune raison d'être en difficulté avec ça !

Hasard du calendrier, cette déclaration que l'on peut légitimement considérer comme une capitulation, trahissant l'allégeance du président de la République à l'ennemi (que peut-il y avoir de plus incompatible avec la France que ce dogme totalitaire et archaïque qu'est l'islam ?) tombe le même jour que la [réception par les juges d'instruction des victimes des attentats du 13 novembre 2015](#) au Bataclan, pour la troisième fois depuis les faits. Une manière de nous rappeler cruellement à quel point nous avons toutes les raisons du monde d'être « en difficulté » avec l'islam...

Quant à ceux qui oseraient encore penser que le terrorisme islamique « n'a rien à voir avec l'islam », je les renvoie aux propos du philosophe [Michel Onfray](#) ayant déclaré dans une tribune accordée au [Figaro](#) fin 2017 : « *Les collabos d'aujourd'hui sont ceux qui estiment que l'islam est une religion de paix, de tolérance et d'amour* ». J'y souscris totalement, ajoutant que nous devons affronter aujourd'hui **le pire fléau que la France a connu depuis le nazisme.**

La position prise par Emmanuel Macron est pourtant sans surprise si l'on se réfère à certaines de ses déclarations, dont celle-ci datant d'avril 2017 au cours de laquelle il avait clairement mis l'islam sur un pied d'égalité avec les autres religions :

Rappel : Pour bien comprendre la position d'Emmanuel Macron sur l'[#islam](#), dont il feint d'ignorer le caractère éminemment totalitaire, et le fait qu'il s'agit d'un dogme importé par l'immigration en quelques décennies ! (Vidéo d'avril 2017) pic.twitter.com/fGj2JJQVA3

– Riposte Laique (@1RiposteLaique) [June 22, 2018](#)

Ainsi, il est purement inutile d'attendre une quelconque mesure parmi toutes celles qui s'imposent en urgence pour mettre un terme définitif à l'islamisation de notre pays, puisque le chef de l'État lui-même considère que ce n'est pas un problème.

Dans ce contexte, inutile de dénoncer l'entrisme des islamistes au sein de nos institutions, de révéler l'existence d'une cinquième colonne ou les méthodes employées par ceux qui utilisent nos Lois pour mieux les faire reculer et imposer les leurs, puisque nous savons aujourd'hui de manière officielle qu'ils ont un allié au plus haut sommet de l'État. La « déradicalisation » ? Pour quoi faire, dès lors qu'il n'y a rien à craindre ? La soumission est tellement plus simple et tellement plus confortable...

Je renverrai simplement nos lecteurs vers cet extrait d'une émission diffusée sur [TV Libertés](#) le 02/07/2018 qui apporte probablement des éléments de réponse quant aux raisons pour lesquelles certains ont décidé de l'islamisation de notre pays :

ENORME : des pétromonarchies ont-elles investi près de 350 milliards d'Euros pour équilibrer les comptes de la BCE dans l'anonymat le plus total, et dans ce cas quelles en sont les contreparties ? Tout cela n'est pas très catholique...

*Émission intégrale : <https://t.co/V0gpczX58x>
pic.twitter.com/C2JxVFhiud*

– Sébastien JALLAMION (@SJallamion) [July 3, 2018](#)

La bataille qui s'annonce pour la défense de nos libertés et de notre identité sera probablement bien plus longue et bien plus difficile que nous aurions pu l'escompter sans la trahison de nos élus, et aujourd'hui nous le savons du président de la République en personne.

C'est probablement pour éviter que nous puissions en informer l'opinion que ce beau monde a fait voter la loi dite « anti fake news » permettant de fermer un site internet 3 mois avant un scrutin, et donc de ne livrer les électeurs qu'aux informations validées par le « ministère de la Vérité ». Ils ignorent que nous trouverons d'autres moyens de communication, encore et encore, car nous sommes de la trempe de ceux que personne ne fera taire !

Sébastien JALLAMION